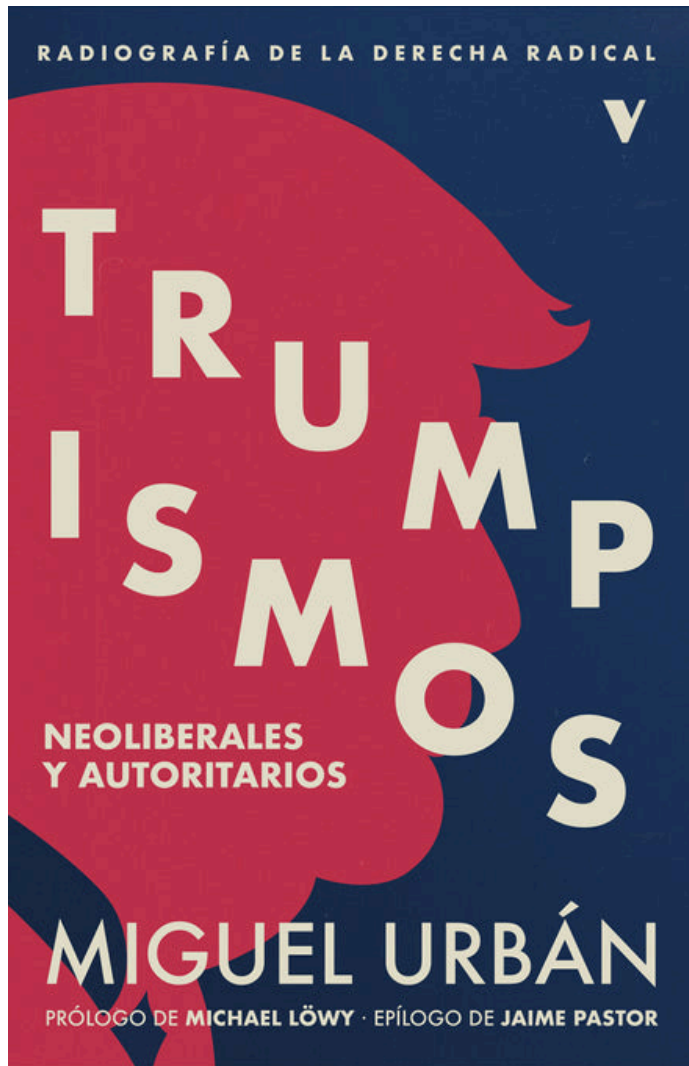


Militant anticapitaliste et député européen, [Miguel Urbán](#) vient de publier un livre intitulé *Trumpismos* (Verso). Il y développe une analyse des nouvelles extrêmes droites - de [Trump](#) à [Milei](#) (en Argentine) en passant par [Bolsonaro](#) (Brésil) et [Vox](#) (Etat espagnol) ou encore [Chega](#) (Portugal) - pour interroger les formes d'une riposte possible à cette vague réactionnaire mondiale.



On se demande souvent si nous ne vivons pas une réédition des années 1930, quand on voit comment les élites politiques et économiques conservatrices ouvrent la voie à l'extrême droite, en pleine crise des systèmes libéraux. Dans quelle mesure revivons-nous une sorte de République de Weimar ?

Nous avons toujours du mal à penser le présent et l'avenir et nous recherchons des analogies. Depuis la crise de 2008 on assiste à la fois à une crise économique multidimensionnelle, avec certains éléments similaires à ce qu'a été le krach de 1929, et à l'essor de l'extrême droite. Et cela amène à se demander si une sorte de réédition du néo-fascisme est possible.

Ces questions, légitimes, montrent notre incapacité à penser l'avenir, et c'est ce qui nous conduit à penser avec les catégories du passé. Il existe évidemment des analogies. L'extrême droite actuelle présente certains éléments communs avec le fascisme de l'entre-deux-guerres, mais ce que j'essaie de défendre dans ce livre, c'est que nous ne sommes pas confrontés à une sorte de réédition du fascisme de l'entre-deux-guerres, mais plutôt à

Cela ne veut pas dire que ce soit pire ou meilleur, cela veut simplement dire que c'est nouveau. Et s'il faut partir de ce qu'était le fascisme pour analyser l'extrême droite actuelle, cela ne doit être qu'un point de départ, pas un point final.

Il y a eu un élément fondateur de la brutalité extrême du fascisme, c'est la Première Guerre mondiale, qui a généré toute une base militante d'anciens combattants, tant en Italie qu'en Allemagne et dans d'autres pays où le fascisme était très fort, comme c'était le cas en France.

Un autre élément fondamental est l'essor du mouvement ouvrier. Les années 1920 sont une époque de révoltes, de révolutions. En Allemagne, c'est la révolution spartakiste qui sera défaite, et Rosa Luxemburg assassinée ; c'est aussi la République des soviets en Hongrie ou encore la Révolution russe, évidemment, qui témoignent que l'État libéral ne peut pas soumettre la classe ouvrière en recourant simplement aux corps coercitifs de l'État.

On voit alors naître ce qu'on appelle un État capitaliste d'exception : l'appareil répressif de l'État ne suffit plus pour mettre fin à la montée du mouvement ouvrier et il faut mobiliser une partie des couches populaires pour écraser les montées révolutionnaires.

Aujourd'hui, nous n'avons pas de telles révoltes. Il est vrai qu'en 2011, avec [le 15M](#) [15 mai 2011, début du mouvement des Indignés], la Grèce et l'Amérique latine, nous avons pu en avoir comme un aperçu, mais cela n'est pas comparable à la profondeur des changements et des ruptures que les années 1920 et 1930 ont représentés pour le mouvement ouvrier en Europe.

L'autre élément est l'éclatement de la petite bourgeoisie, la classe moyenne, la classe qui a donné une subjectivité au fascisme de l'entre-deux-guerres. C'est cette classe moyenne, en proie à des peurs profondes, qui était surreprésentée. Nous trouvons effectivement ce parallèle dans la montée de l'extrême droite actuelle et dans la montée du fascisme.

Mais il y a aussi une rupture fondamentale : le fascisme avait besoin de construire des mécanismes de mobilisation de masse pour écraser la classe ouvrière. L'extrême droite actuelle ne construit pas de mouvements de masse, mais plutôt des projets électoraux. Elle ne pénètre pas dans nos quartiers en y ouvrant un local, en formant un noyau militant, mais par la télévision, par les téléphones portables.

Notre incapacité à regarder l'avenir nous pousse à rechercher des analogies. Il y en a, bien sûr, mais il y a suffisamment de différences pour affirmer que nous sommes confrontés à un phénomène nouveau dans un contexte évidemment différent.

Ce que l'extrême droite semble savoir faire, c'est de cibler les victimes de la mondialisation et du changement climatique. Elle leur présente une réponse à court terme qui ne constitue pas une solution au problème.

Comme dans les années 1930, le secteur décisif de la mobilisation de cette extrême droite, c'est la classe moyenne, disons la petite bourgeoisie. Pourtant cette classe moyenne n'est

pas victime de la mondialisation. C'est dans les pays du Sud qu'il faut en rechercher les victimes. Il s'agit plutôt d'une classe moyenne apeurée par la possibilité d'un scénario d'appauvrissement, où elle vivrait dans des conditions aggravées.

La situation économique a également été un catalyseur du 15M.

Le 15M représentait plutôt une rupture par rapport aux promesses faites, en théorie. De plus, c'était une question très générationnelle. Ce n'était même pas tant l'étudiant universitaire que celui qui avait déjà terminé ses études, à qui on avait dit : « Tu fais des études, tu décroches un doctorat et tu auras un travail, une famille et un projet de vie ». Lorsque cette promesse n'est pas tenue, une explosion se produit.

L'extrême droite s'approprie ces peurs. Cela ne se manifeste pas sous la forme d'une explosion sociale, comme l'a été le 15M avec l'occupation des rues et des places, et qui a une dimension politique, mais cela se produit plutôt sous la forme de séismes électoraux.

Milei est un magnifique exemple de ces mouvements de protestation qui prennent la forme d'une révolte électorale. Mais il ne se limite pas à ça, évidemment.

Contrairement aux fascismes classiques qui portent une proposition d'avenir alternative au capitalisme libéral, l'extrême droite ne présente pas de proposition d'avenir, elle propose un retour au passé : nous ne sommes pas face à un mouvement révolutionnaire, mais plutôt réactionnaire. Pourquoi ? Parce qu'il se connecte très bien à la crise du néolibéralisme.

Nous sommes incapables de penser l'avenir. C'est la grande défaite de la gauche. Et face à cette incapacité, l'extrême droite propose de revenir à un passé mythifié et irréaliste. Tout retour en arrière est impossible. Et c'est un déni climatique que d'affirmer que nous allons vivre au moins aussi bien que la génération de nos parents...

On ne peut pas comprendre l'émergence d'un mouvement global comme celui de l'extrême droite sans comprendre que nous sommes confrontés à une crise mondiale du néolibéralisme en tant que tel et à notre incapacité à penser l'avenir. Nous avons peur de ce qui va arriver, car la seule certitude que nous avons est que nous allons vivre moins bien. Or ce que dit l'extrême droite, c'est que nous pouvons revenir en arrière. C'est un projet réactionnaire de retour vers le passé, face à une crise politique et de gouvernance néolibérale.

Tout comme s'est produit dans les années 1930 l'éclatement de l'Empire britannique en tant qu'empire hégémonique, nous sommes aujourd'hui confrontés à l'éclatement de l'empire nord-américain en tant qu'empire hégémonique. Quel plus grand retour vers le passé que de « redonner sa grandeur à l'Amérique » ? [*Make America Great Again*, le slogan de Trump]

Ce slogan revient à acter que l'Amérique a déjà perdu de sa grandeur.

Dans la période réactionnaire dans laquelle nous nous trouvons, le néolibéralisme a annihilé l'avenir et nous ne pensons qu'avec les clés du passé. Et cette peur de penser l'avenir signifie que, pour la première fois, lorsque tombe en panne le prétendu ascenseur social – qui n'a jamais existé –, lorsque de plus en plus de capital s'accumule et que les inégalités s'accroissent, pour la première fois dans l'histoire, nous ne levons pas les yeux et nous devons baisser le regard. Et c'est comme ça que se construit l'extrême droite, à partir de ce regard baissé. Le but n'est pas de vivre mieux mais de ne pas vivre plus mal, de ne pas vivre comme celui qui est en dessous de nous. Et c'est sur cette peur que se construit la logique de guerre de l'extrême droite où le dernier se bat contre l'avant-dernier, où cette classe moyenne n'aspire plus à être une classe moyenne supérieure mais bien à ne pas être une classe inférieure.

La classe ouvrière ne veut pas comme avenir l'immigré qui fait des ménages. Nous sommes donc dans une logique terrible où l'extrême droite est capable de nous proposer une solution : revenons au passé et, s'il y a un problème de manque de ressources, alors excluons des catégories sociales de leur répartition. Et qui en est exclu ? Les secteurs les plus fragiles de la société. Ici, nous expulsions les Subsahariens, mais à Londres, ils expulsent les Espagnols, les Polonais, parce que c'est sur ces questions que le Brexit s'est construit, pour empêcher l'entrée des Européens qui venaient travailler à Londres et représentaient une concurrence pour l'accès au travail, au logement, à l'aide sociale.

Face à cette logique, la gauche n'apporte pas de réponses. Remettre en question l'extrême droite passe par la nécessité où nous sommes de penser un avenir différent, dans lequel nous gérerons la crise écologique, nous gérerons la pénurie, où nous pourrions collectivement gérer une vie meilleure.

Les données fournies par Oxfam montrent que si les 99 personnes les plus riches du monde perdaient 99 % de leur richesse, elles seraient toujours les 99 personnes les plus riches du monde. C'est là que se situe le problème. Mais l'extrême droite est profondément compatible avec ce système néolibéral qui engendre lui-même les craintes auxquelles l'extrême droite prétend répondre. C'est de façon très claire l'effet Milei : nous nous fixons sur notre voisin subsaharien plutôt que sur Amancio Ortega.

Cela me fait penser au « décret sur la dignité » en Italie, un décret promu par le M5S [Mouvement 5 étoiles] et approuvé par le gouvernement de coalition avec la Ligue de Salvini, défendu par la gauche à l'occasion d'un débat sur la gestion des pénuries. Il y a aussi, dans le même ordre d'idées, l'hypothétique succès que pourrait avoir le nouveau parti rouge-brun en Allemagne.

Ce rouge-brun est le produit des défaites de la gauche. Lorsque tu adhères au discours d'exclusion de l'extrême droite tu es perdant ou, pire, tu deviens une partie du problème. Les premiers à s'approprier le *Manifeste communiste* furent les immigrants italiens, espagnols et polonais à Paris. C'est vrai que les premiers à saisir l'importance de ce que proposait le *Manifeste communiste* ont compris que ceux d'en bas ne devaient pas s'affronter entre eux, mais que ceux d'en bas devaient affronter ceux d'en haut. Ils furent les premiers à comprendre la force internationaliste du « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». Le centenaire de la mort de Lénine est une bonne opportunité pour se réapproprier cette logique de la lutte de classe, ceux d'en bas contre ceux d'en haut.

Le bipartisme s'aligne sur l'agenda politique de l'extrême droite, la concurrence et l'affrontement entre les derniers et les avant-derniers. Il en va ainsi avec les politiques d'immigration, telle la récente loi Macron en France, que Le Pen elle-même considère comme une victoire idéologique pour son parti. Une authentique « lepénisation » des esprits inspire les politiques d'immigration de la moitié du monde. Et c'est aussi le produit de la défaite de la gauche. Des monstruosité qui étaient initialement brun-rouge sont devenues maintenant brun-brun.

Tu as mentionné Milei à plusieurs reprises. L'autre jour à Davos, il a prononcé un discours très favorable aux entreprises, au capitalisme, et il a déclaré que la menace pour l'Occident était le socialisme et que tout le monde était collectiviste à part lui.

Milei est une composante de l'anarcho-capitalisme, une sorte de paléolibertarisme qui intègre un élément profondément réactionnaire et conservateur, ce que ne fait pas le Parti républicain américain. Et cela lui permet de se lier avec certains éléments de la droite classique. Massa n'était pas un candidat de gauche, il était au mieux un candidat du centre, du centre droit, un homme politique du système, tout comme Macri, tout comme Bullrich. Que la classe capitaliste argentine ait choisi un personnage inapte à gouverner, totalement imprévisible, plutôt qu'un homme politique parfaitement prévisible intégré depuis toujours dans le système, témoigne de la radicalisation de la droite.

Il faut souligner qu'Esperanza Aguirre elle-même a appelé à voter pour Milei, tout comme Ayuso et tout comme Rajoy qui a apporté son soutien à un personnage qui déclare qu'il va légaliser la vente d'organes. Il s'agit d'une radicalisation de la droite traditionnelle et de la capacité de l'extrême droite à imposer l'agenda international.

Thatcher a toujours dit que sa plus grande victoire était que Tony Blair n'avait pas voulu revenir sur sa politique. Hier, Macron a approuvé la loi sur l'immigration la plus sauvage et raciste de l'histoire de la France, et il a bénéficié du soutien de Le Pen qui a parlé d'une victoire idéologique.

Nous constatons une radicalisation à droite de plus en plus brutale. La plus violente attaque contre les droits des réfugiés et des migrants va se produire avec le nouveau pacte migratoire qui a été approuvé sous la présidence espagnole du Conseil de l'UE, en cédant notamment au chantage de Meloni, et en criminalisant les ONG qui se portent au secours des migrants en Méditerranée. C'est encore une illustration de la capacité de l'extrême droite à imposer l'agenda.

Les partis d'extrême droite génèrent un climat politique dans lequel le fait qu'ils puissent gouverner est cohérent.

Qu'a-t-on entendu quand Meloni a formé son gouvernement ?

Dans les années 2000, quand Haider est entré dans le gouvernement dirigé par le le Parti populaire en Autriche, onze pays européens ont protesté contre l'entrée d'un parti d'extrême droite dans un gouvernement européen. Certains ont même émis des protestations diplomatiques contre l'Autriche.

Aujourd'hui rien, aucune voix ne s'est élevée pour dénoncer l'entrée de Vox dans les gouvernements autonomes, ou le gouvernement de Meloni, ou celui du PiS en Pologne, ou le fait que le parti de Haider, le FPÖ, a de nouveau gouverné avec le Parti populaire (et qui est d'ailleurs en tête des sondages en Autriche) ? Aucune.

Cette radicalisation de la droite est l'une des grandes victoires de l'extrême droite. Tous ont adopté son agenda politique, y compris avec le phénomène rouge-brun dont je parlais et une partie de la gauche qui a repris sa thématique.

Meloni s'est rendue à Bruxelles dès son entrée en fonction et Metsola l'a reçue avec des débordements d'attention. Elle a ensuite rencontré Weber [Manfred Weber, président du Parti Populaire Européen (droite)] à plusieurs reprises. Et comme elle s'était alignée sur l'OTAN dans le conflit en Ukraine et qu'elle avait en même temps cessé de proférer des discours critiques à l'égard de l'Union européenne, cela suffisait pour qu'elle figure sur la photo.

Tant que tu soutiens géopolitiquement la ligne des élites européennes, tes politiques racistes n'ont pas d'importance. Tant que tu acceptes le cadre néolibéral de l'Union européenne, il n'y a pas de problème. Après le Brexit on peut s'étonner qu'émerge une vague d'un certain euroscepticisme, mais l'extrême droite n'est plus eurosceptique, elle est euroréformiste. Elle a compris qu'il ne fallait pas quitter un club au sein duquel elle pouvait gouverner.

Dans mon livre, je défends la thèse que ce n'est pas avec Trump qu'est née l'extrême droite mais que Trump lui a donné une nouvelle dimension. La victoire aux États-Unis donne à l'extrême droite une capacité de mimétisme, une portée planétaire, mais pas pour reproduire Trump, mais parce que Trump permet à Bolsonaro d'être Bolsonaro.

C'est la puissance du trumpisme, compris non pas comme un mouvement spécifiquement américain, mais comme un courant international. On peut aussi inclure Ayuso dans cette logique trumpiste, dont elle partage une conception commune en matière de langage et de communication et des schémas communs dans l'usage de la provocation, des *fake news*... Cette série d'éléments communs construit l'idiosyncrasie de ce mouvement diversifié qu'est le trumpisme, où on peut trouver un paléolibertaire comme Milei, une néofasciste comme Meloni, un homme d'affaires comme Trump, un évangélique comme Bolsonaro ou un hindou comme Modi.

Mon point de vue est que nous sommes confrontés à une crise mondiale et à l'émergence d'une vague réactionnaire mondiale. J'aborde la question de l'extrême droite en Inde avec Modi. Et ce n'est pas anodin, car il s'agit là du pays le plus peuplé du monde. Je parle d'Erdogan, de Netanyahu, de Poutine... Je mets en évidence une série d'éléments qui leur sont communs.

Nous vivons dans un climat où la moindre étincelle peut enflammer la planète. Comprendre ce monde en feu, essayer de le comprendre pour essayer de le changer, c'est ce que propose ce livre, en s'efforçant de ne pas verser simplement dans une logique académique rigoureuse d'analyse du monde, de l'extrême droite et du contexte, mais de proposer en outre des alternatives, un programme d'action. Mais je n'ai évidemment pas la prétention d'apporter toutes les réponses.

Tu y traites également de la bataille culturelle et de la capacité à fixer l'agenda, et comment cette bataille peut aussi être conduite depuis la gauche, comme le féminisme, la culture...

Il existe des expériences peu connues en Espagne, comme Rock Against Racism qui s'est créé en Angleterre face à l'émergence d'un discours de haine d'extrême droite dans la musique anglaise, en lien avec le développement de partis d'extrême droite très actifs dans la rue à la fin des années 1970, début des années 1980, qui commençaient aussi à se connecter avec la subjectivité de la jeunesse anglaise, et ont même connu localement certains succès électoraux. C'est une expérience de construction de tout un mouvement culturel et politique qui se connecte à un mouvement antifasciste diversifié, un mouvement culturel et musical où se dire nazi n'était pas cool, n'était pas transgressif et provoquait un rejet. Cette expérience est très intéressante tout comme ensuite celle de SOS Racismo au Portugal et à Toulouse avec Zebda.

Que peut-on faire encore face à l'extrême droite ?

Nous avons plus de questions que de réponses, mais le premier élément est de bien analyser le phénomène, car cela déterminera nos tâches, et c'est ce que propose ce livre.

C'est une erreur de dire que tout est fascisme et cela conduit à banaliser le fascisme. Si Ayuso est fasciste... ce n'est pas la même chose que Hogar Social. Ce n'est pas pareil et ils ne proposent pas la même chose. Et Vox n'est pas la même chose qu'Aube dorée, et on ne peut pas les combattre de la même manière. Je pense que cette sur-utilisation du terme fasciste par la gauche est contre-productive. Si nous pensions que le fascisme allait gagner dans notre pays, nous devrions passer à la clandestinité. Une analyse erronée conduit à se fixer des tâches erronées.

Quelle est la solution à gauche ? La gauche doit commencer à proposer des alternatives pour l'avenir à la crise climatique, à la crise économique, à la crise du système capitaliste. Nous devons commencer à réfléchir à des alternatives post-capitalistes dans un scénario de crise et d'affrontements inter-impérialistes.

Si nous ne présentons pas une alternative, une proposition d'avenir, il est normal que ce qui s'impose soit une proposition de passé.

Il me semble également fondamental d'intégrer la logique de partage et de biens communs. Ne pas avoir remis en question la sacro-sainte propriété, n'avoir pas pu lever les brevets des vaccins qui avaient été produits avec l'argent public face à une crise pandémique qui a généré l'une des plus fortes crises du capitalisme de ces dernières décennies, voilà une illustration de la défaite politique, culturelle et idéologique de la gauche.

Cela ne serait pas arrivé dans les années 1970, cela aurait été impossible. Dans les années 2000, même Lula a libéré des brevets, par exemple pour lutter contre le sida.

Commençons à réfléchir à des alternatives écosocialistes à la crise écologique, faisons irruption dans le temple de la propriété et commençons à parler de biens communs, de partage, de travailler moins pour pouvoir travailler tous, à reconstruire des liens de classe et de communauté dans nos quartiers, à reconstruire du tissu social, du syndicalisme dans les entreprises, du syndicalisme social dans nos quartiers. Sinon tout passera par les smartphones.

Car finalement l'extrême droite se construit sur la peur de l'individualité. S'ils veulent nous réduire à être seule et seul, il faudra qu'ils nous trouvent ensemble. Ce n'est qu'un slogan et il faut lui donner une réalité. Une grande part de la victoire qu'a signifiée le début d'un cycle d'opposition dans notre pays s'est construite de cette façon : quand seule chez toi ils t'expulsaient de ton logement tu te retrouvais ensemble avec tes voisines et tes voisins pour défendre ton logement et ta vie.

Les solidarités de classe et de communauté sont le meilleur antidote contre le virus de la haine porté par l'extrême droite, qui fomentent la guerre entre le dernier et l'avant-dernier, en désignant l'ennemi.

C'est fondamental de ne plus penser aux temps frénétiques de la politique des réseaux sociaux et de revenir à des temps de politique humaine, de reconstruction d'un tissu, en comprenant que, face à la défaite dans laquelle nous nous trouvons, les raccourcis électoraux sont une impasse.

C'est une question qui fait aussi partie de la défaite de la gauche, une gauche avec moins d'ancrage social que jamais, et qui mise tout sur les victoires électorales et la co-gouvernance avec le Parti socialiste, au lieu de commencer à réfléchir à la façon dont nous reconstruirons une société aujourd'hui profondément atomisée et détruite et comment nous ancrons dans cette société, comment nous nous insérons pour reconstruire un cycle qui remette en question le présent, qui nous permette de dépasser la défaite politique et idéologique dans laquelle nous nous trouvons.

Je dis toujours que nous ne nous sommes pas encore remis de la défaite de 2015 en Grèce. On ne s'en est pas encore relevé, entre autres parce qu'on n'en a pas tiré les leçons. Linera a déclaré que la gauche ne pouvait pas se modérer, que les temps n'étaient pas à la modération et que la gauche devait se radicaliser.

J'ai toujours dit que les deux risques que courait Podemos étaient de se modérer et de se normaliser. Nous ne pouvons pas nous normaliser, nous ne pouvons pas être une offre électorale de plus du marché néolibéral et nous devons commencer à comprendre que les majorités sociales ne se construisent plus seulement à partir du centre, mais aussi à partir des marges, de l'extérieur du système.

L'une des grandes leçons de Milei est qu'il n'a pas construit une majorité en se modérant ni en partant du centre. Bien au contraire. Trump, Bolsonaro, Le Pen... l'extrême droite se développe avec un projet de plus en plus radical et nous nous sommes de plus en plus modérés ; elle s'internationalise de plus en plus et nous nous sommes de moins en moins internationalistes. Il y a là peut-être aussi une leçon à retenir.

comme une victoire ne serait-ce que parce que cela nous a évité d'avoir, au sortir des urnes, Santiago Abascal comme vice-président du gouvernement.

Le danger est que ces victoires peuvent se transformer en défaites à retardement. Le fait que nous considérons le 23J comme une victoire est le produit de notre défaite. Si nous ne faisons rien, si nous refaisons ce qui nous a conduits au bord de la défaite, alors nous perdrons à coup sûr la prochaine fois.

Ainsi Le Pen a réussi à dicter l'agenda politique et a gagné des victoires idéologiques alors qu'elle était systématiquement contrée par ce front républicain qui a pratiquement fait disparaître la gauche française jusqu'à ce qu'elle sorte de la roue de hamster où nous étions piégés.

Le seul qui peut bénéficier chez nous de cette stratégie est le PSOE. Si tout est bon pour arrêter le fascisme, alors, bien sûr, votons tous pour le PSOE. Pourquoi pas, si nous n'expliquons pas que nous ne voulons pas être la béquille sympathique du Parti socialiste. Mais si nous voulons être quelque chose de plus qu'une béquille sympathique du système, ce que nous affirmons c'est que le système nous mène vers le précipice et que nous voulons rompre avec le système.

Si on ne le fait pas on se condamne à ce qui se passe aujourd'hui. En fait, je crois que l'extrême droite se développe aussi parce que nous avons toujours cru que s'il y avait des révoltes, si le capitalisme générait des révoltes, qui pouvait les canaliser ? Et bien l'extrême droite démontre qu'à une époque de révoltes croissantes, elle est capable de les gérer et de les canaliser, et même de développer et d'accélérer les recettes qui génèrent ces bouleversements dans une logique de travestissement politique brutal.

L'une des personnes les plus riches des États-Unis se présente comme un antisystème. C'est ça le trumpisme. Trump ressemble plus à Berlusconi qu'à Mussolini, c'est un attrape-tout.

À propos de radicalisation du discours, nous voyons à quel point Netanyahu en est un exemple : lorsqu'il a débuté en politique, il n'avait pas les mêmes positions qu'aujourd'hui.

Je crois qu'il n'a jamais été favorable aux deux États. En réalité, le seul homme politique sioniste qui soutenait réellement la logique de deux États était Isaac Rabin et il a été assassiné par les siens pour trahison.

Mais ce gouvernement israélien est le plus ultra de l'histoire du pays.

Bien sûr, mais au-delà de Netanyahu, regardons les 70 % de la société israélienne qui soutiennent le gouvernement de Netanyahu. Pourquoi le soutiennent-ils ? Plus rien ne scandalise la communauté internationale, car la logique était qu'Israël était la seule démocratie au Moyen-Orient et que les autres n'étaient que des sauvages. Cette logique est atavique, occidentale et profondément coloniale, car il ne faut pas oublier qu'Israël est

C'est dépassé depuis longtemps. Beaucoup de gens ne savent pas qu'Israël est un pays qui n'a pas de constitution, où le seul contrepoids existant face à l'exécutif est censé être la Cour suprême, une Cour suprême que s'efforce précisément de démanteler Netanyahu.

Je m'attache à analyser comment ce qu'on appelle l'illibéralisme est la phase suprême du néolibéralisme, et la façon dont le néolibéralisme a dévoré la démocratie libérale. C'est une sorte de Frankenstein autoritaire, intégrant des éléments formels des démocraties libérales, une démocratie où l'on vote, mais où il n'y a pas en réalité de séparation des pouvoirs, et où toute logique libérale a été bannie.

Netanyahu est l'idéal de l'extrême droite européenne. Il a réussi à construire un ethno-État : en 2018, il s'est prononcé pour que seuls les Juifs soient citoyens d'Israël. Personne au monde n'est allé aussi loin. Ni Milei, ni Bolsonaro, ni Trump, ni Orbán, pas même Poutine. C'est comme si nous décrétions désormais que seul un apostolique catholique romain peut être espagnol.

C'est notamment ce que défend l'extrême droite en France avec la question de savoir ce que signifie être Français. L'extrême droite vit une névrose identitaire, on le voit également en Espagne avec Vox pour qui seul est espagnol celui qui professe une adhésion politique idéologique avec de prétendues valeurs espagnoles. Ainsi, le Catalan n'est pas espagnol, pas plus que les féministes, les rouges ou les immigrés. L'idée d'hispanité est conditionnée par une adhésion idéologique. De la même façon Le Pen considère que des gens qui vivent en France depuis cinq générations ne sont pas français s'ils sont musulmans.

*

Entretien réalisé par Andrès Gil 28 janvier 2024. Cet entretien a été publié par [Viento Sur](#) et traduit par Robert March.

Miguel Urbán (Madrid, 1980) est député européen et dirigeant d'Anticapitalistas. Il a participé à la fondation de Podemos il y a dix ans, après des années de militantisme qui l'ont amené à s'impliquer dans les mobilisations contre les sommets internationaux comme le G8 de Gênes en juillet 2001 où la police italienne a abattu le militant Carlo Giuliani. Au terme de son deuxième mandat de député au Parlement européen, il vient de publier *Trumpismos* (Verso Libros), un ouvrage dans lequel il analyse les différentes formations de l'extrême droite à l'échelle internationale.